

# COMMUNE DE MUZILLAC

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

- **Elaboration du plan local d'urbanisme (PLU)**
- **Elaboration du zonage d'assainissement eaux pluviales**
- **Révision du zonage d'assainissement eaux usées**

-----

## ENQUETE PUBLIQUE

30 novembre 2016 – 30 décembre 2016

-----

# Rapport d'enquête

**Michelle TANGUY**, commissaire enquêteur

## Sommaire

<b>Partie 1 : Rapport d'enquête</b>	<b>2</b>
1. Préambule	2
2. Objets de l'enquête publique	3
2.1 Le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU)	3
2.1.1 Le rapport de présentation	3
2.1.2 Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)	4
2.1.3 Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	6
2.1.4 Les règlements graphique et écrit	7
2.2 Le zonage d'assainissement eaux pluviales	8
2.3 Le zonage d'assainissement eaux usées	9
3. La composition des dossiers d'enquête	10
3.1 Le plan local d'urbanisme	10
3.2 Le zonage d'assainissement eaux pluviales	11
3.3 L'actualisation du zonage d'assainissement eaux usées	11
4. Le déroulement de l'enquête publique	11
4.1 Phase préalable à l'ouverture de l'enquête	11
4.1.1 Désignation du commissaire enquêteur	11
4.1.2 Réunion avec le maître d'ouvrage	11
4.1.3 Publicité de l'enquête	12
4.2 Phase d'enquête publique	12
4.2.1 Déroulement de l'enquête	12
4.2.2 Ambiance générale de l'enquête	13
4.2.3 Clôture de l'enquête	13
4.3 Phase postérieure à la période d'enquête	13
4.3.1 Communication du procès-verbal de l'enquête au maître d'ouvrage	13
4.3.2 Préparation du rapport et des conclusions	13
4.3.3 Mémoire en réponse du maître d'ouvrage	13
5. Les avis des personnes publiques associées et consultées sur le projet de PLU	14
5.1 Contenu des avis formulés dans le cadre de la consultation des services de l'Etat et des personnes publiques associées	14
5.2 Contenu des avis formulés dans le cadre de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPNAF), de l'Autorité Environnementale	18
6. Les observations du public	19
6.1 Bilan des observations	19
6.2 Synthèse des observations	19
7. Communication du procès-verbal de synthèse de l'enquête et mémoire en réponse du maître d'ouvrage.	20
7.1 Mémoire en réponse du maître d'ouvrage	21
Conclusion de la première partie	23
<b>Annexes</b>	<b>24</b>
- annexe 1 : arrêté RNP 2016 11 159 du 9 novembre 2016	25
- annexe 2 : publicité de l'enquête	28
- annexe 3 : procès-verbal de synthèse	34

## Partie 1 : RAPPORT D'ENQUETE

### 1. PREAMBULE

La commune de Muzillac dispose d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 29 décembre 2001. Le POS a fait l'objet de 3 modifications (2004, 2007 et 2010) et d'une révision simplifiée (2005).

Par délibération en date du 13 septembre 2012, la commune de Muzillac a prescrit **l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU)** sur l'ensemble du territoire de la commune.

La commune de Muzillac a décidé de s'engager dans une démarche de gestion intégrée des eaux pluviales en élaborant un **zonage d'assainissement eaux pluviales** (volet préventif). Cette gestion intégrée des eaux pluviales, liée au développement de l'urbanisation, est d'autant plus nécessaire que la commune se caractérise par la présence de milieux récepteurs nombreux et parfois sensibles.

La commune de Muzillac dispose d'un zonage d'assainissement eaux usées réalisé en 1999. L'élaboration du PLU justifie de **réviser le zonage d'assainissement eaux usées** afin de le mettre en adéquation avec le développement urbain attendu de la commune et intégrer les extensions de réseaux réalisées depuis l'étude de 1999.

Par arrêté n° 2016 11 59 en date du 9 novembre 2016 (*annexe 1*), Monsieur le Maire de Muzillac a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur les trois objets suivants :

- 1/ l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU),
- 2/ l'élaboration du zonage d'assainissement eaux pluviales,
- 3/ la révision du zonage d'assainissement eaux usées.

### CONCERTATION PREALABLE

***En application du code de l'urbanisme une concertation publique, engagée par la délibération du conseil municipal du 13 septembre 2012, s'est déroulée pendant la durée d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).***

Les modalités de la concertation ont été les suivantes :

- articles dans la presse locale,
- articles dans le bulletin municipal, la lettre d'information mensuelle et sur le site internet de la commune
- 2 réunions publiques avec la population : les 2/12/2014 et 4 /02/2016 (40 personnes)
- 2 expositions publiques : du 20/11/2014 au 6/12/2014 et du 4/02/2016 au 20/02/2016) avec registre d'observations mis à disposition du public (8 observations écrites, 4 courriers et 2 courriels)
- dossier disponible en mairie et personnel à disposition du public (environ 65 personnes ont consulté le dossier)

***La délibération du conseil municipal du 25 février 2016 en tire le bilan.***

## **2. OBJETS DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **2.1 LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME**

#### **2.1.1 Le rapport de présentation et l'évaluation environnementale**

Commune littorale, inscrite dans le bassin versant de la Vilaine, Muzillac appartient à l'arrondissement de Vannes et au canton de Muzillac. La commune est adhérente à la *communauté de communes Arc Sud Bretagne (création en 2011)* qui regroupe près de 25000 habitants et fédère 12 communes au Sud-Est du Morbihan.

La commune qui s'est développée sur un territoire de 3950 ha, compte 4944 habitants en 2014. Depuis la fin des années soixante, la commune enregistre une croissance démographique qui s'est accentuée sur la dernière décennie (2% de croissance par an). Le dynamisme démographique s'accompagne d'un vieillissement de la population et d'un desserrement des ménages.

Le parc de logements, également en hausse constante depuis la fin des années soixante (moyenne de 60 logements/an sur la dernière décennie), est peu diversifié et dominé par les résidences individuelles. Des opérations d'habitat récentes contribuent à renforcer le parc de logements aidés. Le taux de vacance de 8% interroge sur les moyens à mettre en œuvre pour rénover et réhabiliter le parc le plus ancien.

Identifiée dans le SCoT comme pôle d'équilibre territorial, la commune a comme objectif de maintenir le dynamisme démographique et de renforcer le rythme de la construction neuve afin d'assurer un renouvellement de la population et du parc de logements sur le long terme.

La commune constitue un pôle économique d'importance pour l'ensemble de territoire intercommunal. Elle accueille 7 zones d'activités dont 5 sont implantées à proximité immédiate de la RN165. La population active (soit la population en âge de travailler) est en augmentation sur la commune depuis la dernière décennie et depuis 10 ans le nombre d'emplois disponibles sur la commune est en hausse.

L'activité agricole constitue également un secteur économique d'importance [39 exploitations en 2013 pour une SAU de 2320 ha (59% du territoire communal)].

Au DOO du SCoT, le pôle de Muzillac constitue « le pôle tertiaire du territoire et développe une offre de services à destination des entreprises et des habitants, compétitive au regard de celle offerte par les agglomérations voisines. Il offre une diversité commerciale permettant de répondre aux besoins tant de ses habitants que de ceux de l'ensemble du pays ».

L'urbanisation de la commune qui a connu une forte accélération à partir des années 70, a induit une consommation d'espace d'environ 40 hectares pour le logement et une quarantaine d'hectares pour les activités économiques hors activité agricole.

La commune de Muzillac est composée d'un mosaïque de milieux naturels (espaces littoraux, zones humides, milieux boisés et espaces agro-naturels) et est concernée par une série de protections réglementaires (2 sites Natura 2000, SIC « Estuaire de la Vilaine », ZPS « Baie de Vilaine », 3 ZNIEFF « étang de Pen Mur », « estuaire de la Vilaine », « Vallées de Kervily et du Trohou »).

La richesse écologique du territoire communal repose également sur la présence de milieux variés interconnectés qui forment la trame verte et bleue de la commune. L'ensemble de ces milieux confère à la commune des entités paysagères variées et de grande qualité auxquelles se juxtaposent des éléments du patrimoine bâti. Au-delà de leur valeur paysagère et biologique, ces milieux naturels revêtent une

grande importance en raison des fonctions qu'ils remplissent notamment en matière de gestion des eaux (régulation, épuration).

Les enjeux environnementaux de la commune sont de préserver la biodiversité et les espaces d'intérêt écologique, préserver les écosystèmes aquatiques et les zones humides, améliorer et protéger la ressource en eau, assurer la prévention des risques naturels, industriel ou technologique, préserver les sites et paysages urbains... Limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles. Protéger, mettre en valeur, restaurer et gérer les sites et paysages naturels.

La commune de Muzillac souhaite conforter son dynamisme démographique et économique.

L'hypothèse de croissance démographique retenue est un taux de 1,7%/an soit une population d'environ 6000 habitants d'ici 10 ans. L'accueil de cette nouvelle population générera un besoin de 60 logements neufs par an. Pour répondre aux objectifs de réduction de la consommation foncière, une densité moyenne de 15 à 24 logements/ha est retenue portant ainsi la consommation foncière à vocation d'habitation à 32,2 ha dont 1,3 ha en dents creuses et 9,2 ha en renouvellement urbain.

Le PLU prévoit la consommation de 27,2 ha à vocation d'activités économiques dans les 10 prochaines années soit une diminution de 60% de la consommation actuelle.

L'évaluation des incidences du PLU sur l'environnement s'est effectuée à l'échelle communale, à l'échelle des futures zones urbanisées (AU) et à l'échelle du site Natura 2000. Cette évaluation environnementale conclut que le projet de PLU prend en compte les enjeux environnementaux du territoire. Les choix opérés par la commune visent à

- Préserver les milieux naturels et les paysages
- Limiter les incidences négatives de l'urbanisation sur l'environnement.

La mise en œuvre du PLU fera l'objet d'un suivi afin de s'assurer de l'efficacité des mesures retenues et des choix de développement opérés sur les enjeux du territoire

### **2.1.2 Le Plan d'Aménagement et de Développement Durables**

La réflexion sur le développement de la commune s'est appuyée sur les constats et enjeux relevés dans le diagnostic territorial. Partant de là, le PADD est l'expression du projet communal. En application de l'article L123-9 du code de l'urbanisme, il a fait l'objet d'un débat en conseil municipal lors de sa séance du 18 décembre 2014.

Le PADD de Muzillac s'articule autour des orientations générales suivantes :

- Affirmer le rôle de pôle d'équilibre que constitue Muzillac au sein de la CC Arc Sud Bretagne et s'inscrire dans le cadre plus élargi du Pays de Vannes
- Répondre aux besoins de la population actuelle et future en termes de diversité et de mixité de l'habitat, d'activités et d'emplois ainsi que d'équipements et de services
- Prendre en compte l'environnement et améliorer le cadre de vie par le biais de la mise en valeur du patrimoine de la commune et de la préservation des ressources naturelles et de continuités écologiques
- Maîtriser le développement urbain par une gestion économe de l'espace autour des polarités existantes qui seront confortées.

Ces orientations générales se déclinent en 5 axes stratégiques

Axe 1 : affirmer le rôle dynamique et structurant de l'agglomération

- Proposer une offre de logements adaptée (besoins estimés en logements : 600 d'ici 10 ans soit 60/ans)

- Favoriser la diversification des formes bâties et la mixité sociale (répartition de la production de logements : 30 % en tissu urbain existant, 70 % en extension d'urbanisation, 20% en collectif, 80% en individuel, 15% de logements à prix maîtrisé)
- Prendre en compte l'accueil des gens du voyage
- Réduire la consommation d'espaces (objectif de consommation de 26 ha en extension d'urbanisation répondant à une réduction de 35% environ de la consommation par rapport à la dernière décennie)
- Favoriser un aménagement durable des quartiers
- Rechercher la mixité des fonctions urbaines
- Maintenir et favoriser l'accueil de nouveaux équipements et services en centralité et notamment en centre-ville
- Définir des systèmes d'assainissement les mieux adaptés à la collecte et au traitement des eaux

Axe 2 : conforter et développer l'activité économique

- Conforter la vocation commerciale du centre-ville et développer la zone « espace littoral »
- Renforcer l'accessibilité aux centralités à vocation commerciale
- Conforter les zones d'activités communales existantes et en projet ayant un rôle structurant à l'échelle de l'agglomération
- Promouvoir l'optimisation, la densification et la diversification des sites existants
- Assurer une mixité de fonctions urbaines
- Optimiser et développer les réseaux numériques et de communication électronique
- Garantir les possibilités d'extension et de modernisation nécessaire à la pérennité et au développement des exploitations agricoles en activité
- Assurer la préservation des terres agricoles et permettre la diversification de l'activité agricole, notamment vers l'agrotourisme

Axe 3 : améliorer l'accessibilité et la mobilité dans la commune

- Prendre en compte et accompagner le projet de contournement de Muzillac
- Mettre en place un schéma de circulation pour un rééquilibrage des flux de circulation sur le territoire
- Traiter par des aménagements adaptés les entrées d'agglomération ainsi que les axes pénétrants
- Favoriser un meilleur partage de l'espace publique pour une circulation apaisée
- Renforcer le fonctionnement urbain
- Valoriser les rives de l'étang de Pen Mur et encourager une pratique touristique et de loisirs sur ces espaces

Axe 4 : préserver les continuités écologiques et les paysages

- Conforter le rôle écologique des milieux en protégeant et en mettant en valeur les paysages naturels et agricoles
- Préserver et mettre en valeur les ambiances et perspectives paysagères afin de renforcer l'identité de la commune
- Préserver les coupures d'urbanisation et mettre en valeur les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sur le territoire
- Identifier et protéger les espaces remarquables et veiller à un aménagement cohérent du territoire au regard de la loi littoral
- Assurer la continuité de l'urbanisation vis-à-vis de l'agglomération
- Identifier les espaces bâtis anciens en milieu rural
- Identifier les espaces proches du rivage relevant de l'extension limitée

Axe 5 : mettre en valeur l'image de la commune, améliorer le cadre de vie

- Développer la connaissance du territoire

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine
- Favoriser la création de lieux d'échanges et de rencontre
- Prendre en compte les risques naturels et technologiques préalablement à tout projet d'aménagement
- Prendre en compte les zones d'assainissement eaux usées et eaux pluviales
- Promouvoir les mesures en faveur du développement durable

### **2.1.3 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)**

Les OAP concernent 12 secteurs. Ils définissent des principes d'aménagement répondant aux spécificités de chaque secteur et dont la finalité est d'aboutir à un développement de qualité du territoire, dans le respect du PADD et des orientations du SCoT.

Les OAP définissent les conditions d'urbanisation des secteurs et veillent à :

- L'insertion de l'urbanisation dans le tissu urbain existant.
- La densité, la mixité et la maîtrise de la consommation d'espace.
- L'insertion dans le maillage existant (trame viaire et cheminements doux).
- La mise en valeur de l'environnement et du paysage en prenant en compte la trame hydraulique et la trame végétale.

Les OAP viennent compléter les dispositions du règlement du PLU en fixant pour chaque secteur les principes d'aménagement majeurs à respecter.

Secteurs	Le site	Objectif	Surface	Nombre de logements potentiels estimés	Densité estimée
<b>OAP A VOCATION D'HABITAT</b>					
1 - Plateau d'Hinzal	Périmètre de l'OAP porte sur le terrain de sport qui occupe les ¾ du site et un espace cultivé qui occupe ¼ du site	Requalifier l'emprise des terrains de sports en quartier à vocation d'habitat dès lors que les équipements auront été transférés	2,58 ha	46 logements en renouvellement 15 logements en extension 9 logements à prix maîtrisé	15 lgts/ha en individuel 24 lgts/ha en collectif
2 - Bourg Pol	Trois espaces non bâtis participant à l'enveloppe agglomérée	Urbaniser des espaces interstitiels dès lors que les capacités de desserte du cœur d'îlots existent encore	1,98 ha	39 logements (15 individuels et 24 collectifs) 6 logements à prix maîtrisé	15 lgts/ha en individuel 24 lgts/ha en collectif
3 - Coteaux Saint-Eloi/Bellevue	2 emprises non bâties comprenant des espaces naturels et fonds de jardins	Urbaniser ces espaces en extension de l'agglomération à vocation d'habitat dès lors que les capacités de desserte sont assurées	5,5 ha	107 logements (41 individuels et 66 collectifs) 16 logements à prix maîtrisé	15 lgts/ha en individuel 24 lgts/ha en collectif
4 - Le Parc	Périmètre de l'OAP porte sur une emprise bâtie occupée par l'ancienne usine SMRF Graphique. Maîtrise foncière assurée par Arc Sud Bretagne	Requalifier cette emprise en quartier à vocation d'habitat alliant une réflexion sur la réalisation d'une résidence hôtelière/personnes âgées/habitat adapté	1,08 ha	26 logements collectifs 4 logements à prix maîtrisé	24 lgts/ha en collectif

5 - La Lande Baule/Hinly/Guernehue	Site de la ZAC de la Lande Baule à l'Ouest Site du CCAS au Nord Site du Hinly au centre (espaces naturels, fond de jardins non bâtis, bâtiment de stockage)	Intégrer le projet de ZAC, requalifier les emprises à usage social et d'activités, urbaniser des espaces interstitiels dès lors que les capacités de desserte du cœur d'ilots existent encore. Adjoindre 2 sites en extension d'urbanisation	12,67 ha (3,44 ha en renouvellement et 9,23 ha en extension)	215 logements (149 individuels et 66 collectifs) 32 logements à prix maîtrisé	15 lgts/ha en individuel 24 lgts/ha en collectif
6 - Park Douar Mor/Questanette	Périmètre de l'OAP comprend des espaces naturels et agricoles	Urbanisation de cet espace en extension de l'urbanisation	4,38 ha	85 logements (33 individuels et 53 collectifs) 13 logements à prix maîtrisé	15 lgts/ha en individuel 24 lgts/ha en collectif
7 - Victor Hugo /Pont Borec/ Général de Gaulle	Périmètre de l'OAP comprend des espaces naturels et des fonds de jardin et une emprise à usage d'activité	Requalifier l'emprise à usage d'activités et urbaniser les espaces interstitiels dès lors que les capacités de desserte des cœurs d'ilots existent et d'y adjoindre un site en extension d'urbanisation	1,72 ha (0,3ha en renouvellement et 1,42 en extension)	31 logements (17 individuels et 14 collectifs) 5 logements à prix maîtrisé	15 lgts/ha en individuel 24 lgts/ha en collectif
8 - Renouvellement urbain de centre-bourg	Valoriser et repenser un secteur urbain dense qui présente un bâti dégradé				
<b>OAP A VOCATION D'ACTIVITES, DE SPORT ET DE LOISIRS</b>					
9 - Espace littoral	Périmètre de l'OAP s'étend sur 38,7 ha	Assurer l'extension qualitative de la zone d'activités et son intégration dans le milieu environnant			
10 - Hinzal	Périmètre de l'OAP s'étend sur 18,3 ha	Assurer l'extension qualitative de la zone d'activités et son intégration dans le milieu environnant			
11 - Clé des Champs	Périmètre de l'OAP s'étend sur 9,6 ha	Assurer l'extension qualitative de la zone d'activités et son intégration dans le milieu environnant			
12 - Avenue du Parc	Périmètre de l'OAP s'étend 14,88 ha	Assurer l'extension qualitative de la zone de sport et de loisirs et son intégration dans le milieu environnant			

#### 2.1.4 Les règlements graphique et écrit

Les règlements graphique et écrit sont la traduction réglementaire du projet de PADD. Le règlement graphique divise le territoire en zones et le règlement écrit précise les occupations et utilisations du sol pour chaque zone.

Le territoire communal est divisé en :

- zones urbaines **(U)** à vocation d'habitat et/ou d'activités compatibles avec l'habitat
- zones à urbaniser **(AU)** à vocation d'habitat et/ou d'activités, faisant l'objet d'orientation d'aménagement et de programmation
- zones agricoles **(A)** à préserver pour permettre le maintien et le développement des activités agricoles
- zones naturelles **(N)** à préserver pour des raisons notamment environnementales et paysagères.

Le zonage identifie également les emplacements réservés (de 1 à 11), les espaces boisés classés existants ou à créer, les éléments du paysage à préserver, le bâti d'intérêt patrimonial et architectural et les bâtiments (au nombre de 34) pouvant faire l'objet d'un changement de destination sous réserve de l'avis conforme de la commission sollicitée (CDPENAF ou CDNPS)



## 2.2 LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES

Comme le prévoit l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la maîtrise du ruissellement pluvial ainsi que la lutte contre la pollution des milieux récepteurs est de compétence communale.

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, impose aux communes de délimiter :

- les zones où les mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Le zonage d'assainissement eaux pluviales répond au souci de maîtrise du ruissellement des eaux pluviales ainsi qu'à la préservation de l'environnement.

La viabilisation des terrains, l'imperméabilisation de surfaces de voiries, de toitures et la mise en place de nouveaux réseaux ont pour conséquence l'accélération des écoulements, l'augmentation des débits de pointes et l'augmentation des flux de pollutions transportés par le lessivage des surfaces imperméabilisées. Il est donc nécessaire de compenser ces nouvelles imperméabilisations par la mise de techniques alternatives ou de dispositifs de rétention des eaux pluviales.

Le zonage pluvial doit permettre d'assurer la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés au contexte local et au besoin du milieu naturel. Il constitue un outil pour la gestion de l'urbanisme réglementaire et opérationnel.

Le zonage d'assainissement eaux pluviales a été établi à partir du constat actuel de l'imperméabilisation et des réseaux existants et du principe retenu par la collectivité de limiter les rejets des zones actuelles et futures lors de la densification du territoire.

Les contraintes réglementaires (DCE, SDAGE, SAGE, SCoT, loi littoral, ZNIEFF, Natura 2000), les contraintes liées au milieu récepteur (bassins versants) et les contraintes liées aux capacités des infrastructures ont été prises en compte.

Le zonage d'assainissement pluvial a défini des coefficients maximum d'imperméabilisation soit à l'échelle de la parcelle soit à l'échelle des zones définies au PLU (voir tableau ci-contre).

Zone PLU	Coefficient d'imperméabilisation	Echelle d'application
Uaa	70%	Parcelle
Uab	60%	Parcelle
Uba	50%	Parcelle
Ubb	40%	Parcelle
Ubl	70%	Zone
Ui	70%	Parcelle
AUa	50%	Zone
AUi	80%	Zone
AUI	70%	Zone

L'imperméabilisation maximale devra être respectée à l'échelle indiquée en dernière colonne du tableau.

Pour les zones à urbaniser, le zonage d'assainissement eaux pluviales précise que « toute zone devra nécessairement s'accompagner de la mise en œuvre de mesures compensatoires pour infiltrer ou réguler les débits d'eaux pluviales. Lorsque l'infiltration des eaux n'est pas possible, les eaux pluviales devront être régulées dans des ouvrages dits de stockage-restitution. Le débit ruisselé en sortie des zones à urbaniser ne devra pas dépasser un ratio de 3l/s/ha. L'atteinte de cet objectif se fera par la mise en œuvre d'ouvrage de régulation dont le débit de fuite sera calculé sur la base de ce ratio.

La mise en place d'un traitement des eaux pluviales devra être préconisée lorsque la nature des eaux pluviales est susceptible d'être particulièrement polluantes.

Une servitude pour l'assainissement eaux pluviales sera mise en place pour le réseau traversant les propriétés privées au niveau de Penesclus.

Par décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) du 8 novembre 2016, le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune est dispensé d'évaluation environnementale.

### **2.3 LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES**

En application de l'article 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30/12/2006, les communes ont l'obligation de définir sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement individuel.

Depuis 1999, la commune de Muzillac est dotée d'un zonage d'assainissement eaux usées. Ce document de délimitation des zones d'assainissement collectif est évolutif au même titre que les documents d'urbanisme. Aujourd'hui, ce zonage est revu afin d'intégrer les nouvelles zones urbanisées ou urbanisables définies au PLU et les travaux d'extension du réseau réalisés depuis l'étude de 1999

Le service public d'assainissement de la commune est délégué à VEOLIA

La commune de Muzillac dispose d'un réseau de collecte et de transfert des eaux usées de type séparatif. Une partie du réseau de collecte présent sur la commune d'Ambon (ZA du Parc) est raccordée sur le réseau de Muzillac.

La station d'épuration de type « boues activées en aération prolongée », d'une capacité de 7200 EH, a été mise en service en 2008. Les effluents traités sont rejetés dans le Saint-Eloi.

Suite au diagnostic du système d'assainissement de la commune, réalisé en 2011 par le cabinet Bourgois, un programme de travaux a été proposé à la collectivité pour réduire le débit des eaux claires parasites collectées sur le réseau et ainsi réduire les charges hydrauliques en entrée de station.

Les secteurs qui à ce jour sont en zone d'assainissement non collectif ont été zonés de la sorte en raison :

- d'un coût d'assainissement collectif élevé, car la densité de l'habitat ne se prête pas économiquement à une infrastructure collective,
- de contraintes parcellaires vis-à-vis de la réhabilitation de l'assainissement non collectif globalement faibles.

La mise à jour du zonage d'assainissement concerne uniquement le secteur du Placéno et les zones d'urbanisation future inscrites au PLU.

Par délibération du 30 avril 2015, le conseil municipal de Muzillac a retenu les orientations suivantes :

- Les zones d'urbanisation future sont zonées en assainissement collectif car il n'y a pas de contraintes majeures à leur raccordement au réseau d'assainissement collectif.
- Compte tenu de la proximité du réseau existant (suit aux travaux de franchissement de la RD.165), le secteur du Placéno est intégré à la zone d'assainissement collectif.
- Les écarts restent en assainissement non collectif.

Le zonage d'assainissement propose de raccorder l'ensemble des zones d'urbanisation future ainsi que le hameau du Placéno soit un total de 1465 habitants et 6 ha de zones d'activités. En situation future, la station atteindrait alors sa capacité nominale organique, ce qui lui permet donc de traiter l'ensemble des nouveaux raccordements envisagés par le zonage d'assainissement.

Par décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) du 8 novembre 2016, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune est dispensé d'évaluation environnementale.

### **3. LA COMPOSITION DES DOSSIERS D'ENQUETE**

#### **3.1 LE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**

Le dossier d'enquête, réalisé par le bureau d'études G2C Territoires, comporte les pièces suivantes :

- Pièces administratives : délibérations prescrivant le PLU, débat sur le PADD, Bilan de la concertation et arrêt du PLU, désignation du commissaire enquêteur, Arrêté portant organisation de l'enquête publique, annonces légales, publicité avis d'enquête (photos + plans de localisation)
1. Rapport de présentation comprenant l'évaluation environnementale
  2. Projet d'Aménagement et de développement durables (PADD)
  3. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
  4. Règlement graphique (3 plan au 1/5000)
  5. Règlement écrit
  6. Annexes
    - Servitudes d'utilité publique
    - Liste des emplacements réservés
    - Annexes sanitaires : notice,
      - eau potable : réseau eau potable (1 plan), périmètre de protection des captages et prises d'eau,
      - eaux usées : réseau eaux usées (1 plan), schéma directeur d'assainissement des eaux usées (1 plan),
      - eaux pluviales : notice zonage d'assainissement eaux pluviales (2 plans)
    - Arrêté concernant les zones à risques d'exposition au plomb
    - Zone d'aménagement concerté
    - Prescription d'isolement acoustique
    - Submersion marine
    - Plan de prévention des risques d'inondation (zonage et règlement)
    - Sites archéologiques
  7. Avis Personnes Publiques Associées

Le dossier d'enquête est complété par les pièces suivantes :

- Un résumé non technique
- La proposition de la commune en réponse aux remarques formulées par les PPA
- Le dossier de prise en compte de l'article L111-1-4 du code de l'environnement (Loi Barnier – Amendement Dupont)

### **3.2 LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES**

Le dossier d'enquête, réalisé par le bureau d'études SCE Aménagement et Environnement, comporte les pièces suivantes :

- Une notice de zonage
- Deux plans : 1 plan « vue d'ensemble » (1/12500) et 1 plan « secteur bourg » (1/4000)
- La décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) de Bretagne après examen au cas par cas

### **3.3 LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES**

Le dossier d'enquête, réalisé par le bureau d'études SCE Aménagement et Environnement, comporte les pièces suivantes :

- Une notice
- Un rapport de présentation
- Un plan au 1/5000
- La décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) de Bretagne après examen au cas par cas

## **4. LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **4.1 PHASE PREALABLE A L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

#### **4.1.1 Désignation du commissaire enquêteur**

Par décision n° 16000305 en date du 25/10/2016, M. Le Délégué du Tribunal Administratif de Rennes m'a désignée commissaire enquêteur.

#### **4.1.2 Réunion avec le maître d'ouvrage**

Le 22 novembre 2016, j'ai rencontré M. BROHAN maire de Muzillac, M. PRUNALT adjoint à l'urbanisme et M. BRISSON du service urbanisme/aménagement des territoires. La réunion a porté sur la présentation du projet de PLU, la mise en œuvre des modalités de l'enquête (dates d'enquête, nombre de permanences, modalités de publicité). Les modalités de l'enquête sont reprises dans l'arrêté RNP 2016 11 159 (annexe 1).

Lors de cette réunion, j'ai demandé au maître d'ouvrage de mettre à la disposition du public l'inventaire des zones humides ainsi que le « porter à connaissance du Préfet ».

#### **4.1.3 Publicité de l'enquête (annexe 2)**

L'information du public concernant la tenue de l'enquête a été réalisée conformément à l'article 8 de l'arrêté municipal.

L'avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié dans deux journaux locaux, rubrique "annonces légales", dans les délais réglementaires:

1<sup>er</sup> avis : éditions Ouest-France et Le Télégramme du 15 novembre 2016

2<sup>ème</sup> avis : éditions Ouest-France et Le Télégramme du 3 décembre 2016

L'arrêté municipal annonçant l'enquête a été affiché en mairie.

L'avis d'enquête a été affiché par les soins du pétitionnaire en 15 endroits de la commune de Muzillac à savoir :

- mairie, salle Adelaïde, Centre Animations Vieux Couvent, Médiathèque
- ZA espace Littoral, intersection route de Berric (VC n°4) – Lalaisso, complexe sportif du parc (Cosec), rue Jean Mermoz (plateau sportif Hinzal – Collège Jean Rostand,
- Intersection VC 301 (route d'Arzal) – VC 79 (direction Tregrehenne), intersection VC 104 – Madon – L'Hôpital, complexe sportif Clos des Moines, giratoire du Placeno, giratoire Saint Isidore, route de Péaule – RD 20 – Le Guernehue, giratoire de Boistalec

Les affiches, conformes aux caractéristiques fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012, étaient visibles et lisibles de la voie publique.

L'avis d'enquête et le dossier complet ont été publiés sur le site internet de la commune.

Les mesures prises montrent que le public a été largement informé de la tenue de l'enquête. Le devoir d'information des citoyens a donc été scrupuleusement accompli.

#### **4.2 PHASE D'ENQUETE PUBLIQUE**

##### **4.2.1 Déroulement de l'enquête**

L'enquête, ouverte le mercredi 30 novembre 2016 à 9h00 et clôturée le vendredi 30 décembre 2016 à 17h30, s'est déroulée pendant 31 jours consécutifs.

Je me suis tenue à la disposition du public en mairie de Muzillac durant 5 demi-journées de 9h à 12h et/ou de 14h à 17h30

- Mercredi 30 novembre 2016 9h00 – 12h00
- Jeudi 8 décembre 2016 14h00 -17h30
- Samedi 17 décembre 2016 9h00 – 12h00
- Mardi 20 décembre 2016 14h00 à 17h30
- Vendredi 30 décembre 2016 14h00 à 17h30

Lors de l'enquête, les visiteurs ont eu un accès direct à la cartographie du PLU (les plans de zonage du PLU étaient affichés dans la salle mise à la disposition du commissaire enquêteur).

Hors permanence les dossiers d'enquête complets ainsi que le registre paraphé par mes soins étaient à la disposition du public en mairie. La totalité du dossier d'enquête était également consultable sur le site internet [www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr).

Durant mes permanences j'ai rencontré 25 personnes. Hors permanences, une cinquantaine de personnes ont consulté les dossiers en mairie

#### **4.2.2 Ambiance générale de l'enquête**

Les permanences se sont déroulées dans un excellent rapport d'échange avec le public. Chaque intervenant a pu être entendu, s'exprimer librement, faire part de ses observations sur les projets soumis à enquête ou formuler des demandes particulières, trouver des explications à ses interrogations. J'ai incité les intervenants à formuler leurs observations par écrit (registre, courrier ou mail).

#### **4.2.3 Clôture de l'enquête**

L'enquête publique s'est achevée le vendredi 30 décembre 2016 à 17h30. A l'issue de la permanence, j'ai clos le registre d'enquête comportant 8 observations inscrites directement sur le registre et 13 lettres annexées.

### **4.3 PHASE POSTERIEURE A L'ENQUETE PUBLIQUE**

#### **4.3.1 Communication du procès-verbal de l'enquête au maître d'ouvrage**

Le 6 janvier 2017, j'ai rencontré M. BROHAN maire de Muzillac, M. PRUNALT adjoint à l'urbanisme et M. BRISSON du service urbanisme/aménagement des territoires. L'objet de cette réunion était de faire part au maître d'ouvrage du déroulement de l'enquête, des observations formulées et de lui remettre le procès-verbal de synthèse.

J'ai invité le maître d'ouvrage à produire ses observations éventuelles, suite à sa prise de connaissance du procès-verbal de synthèse et de mes questions, dans un délai de 15 jours en application de l'article L.123-18 du Code de l'Environnement.

#### **4.3.2 Préparation du rapport et des conclusions**

Le 6 janvier 2017, je me suis déplacée sur le terrain afin de visualiser les observations formulées par le public.

#### **4.3.3 Mémoire en réponse du maître d'ouvrage**

J'ai réceptionné le mémoire en réponse du maître d'ouvrage par courrier électronique le 18 janvier 2017 et par courrier postal le 20 janvier 2017.

## **5. LES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES SUR LE PROJET DE PLU**

En application de l'article L.153.16 du Code de l'Urbanisme, les personnes publiques associées à l'élaboration du PLU, les communes limitrophes qui en ont fait la demande et les établissements publics de coopération intercommunale directement concernés ainsi que l'établissement public chargé du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Arc Sud, ont été destinataires du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le conseil municipal de Muzillac le 25/02/2016.

Le projet de PLU a également été soumis à l'avis de la CDPENAF, de la CDNPS et de l'autorité environnementale

### **5.1 CONTENU DES AVIS FORMULES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DES SERVICES DE L'ETAT ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES**

Les services de l'Etat et les personnes publiques associées ont été consultés sur le **projet de PLU**. Les avis recueillis dans ce cadre et annexés au dossier d'enquête sont résumés dans le tableau en pages suivantes.

PPA	Avis donné	Remarques techniques, suggestions, réserves (Résumé)
<b>Préfet</b>  1/08/2016	Avis favorable sous réserve	<p>Le projet de PLU traduit un effort de densification pour les opérations d'urbanisation à venir permettant ainsi de mieux préserver les espaces agricoles et naturels.</p> <p>Note que les réflexions sur les thématiques liées à la préservation de la qualité des eaux (eaux usées et pluviales) sont abouties.</p> <p><b><u>Observations sur la légalité et la sécurité juridique du document</u></b></p> <p>- <b>Prise en compte de la loi littoral</b></p> <p><u>Extension d'urbanisation</u> : fragilité juridique du secteur de la Clé des Champs car séparé de l'agglomération de Muzillac par des espaces à caractère naturel. Zone Ui Chemin de Belair = mitage de l'espace ; proposition sous zonage Uil y interdisant toute nouvelle construction ou installation et n'autorisant que les extensions limitées du bâti existant</p> <p><u>Espaces proches du rivage</u> : le PLU a restreint les espaces proches du rivage sur le secteur sud de la commune ; nécessité de justifier ce nouveau périmètre.</p> <p><u>Coupures d'urbanisation</u> : sur le secteur de Coët-surho nécessité d'identifier un sous-secteur A inconstructible afin de préserver la coupure d'urbanisation identifiée par le SCoT.</p> <p><u>Espaces remarquables</u> : nécessité de justifier l'élargissement du périmètre Nds constaté sur certains secteurs de la commune/notification de ces espaces par l'Etat en 1992.</p> <p>Le PLU doit impérativement maintenir les limites Nds au sud du secteur de Lavallac, à l'est du secteur de Le Marais et sur la zone de l'étang de Pen Mur)</p> <p>- <b>Développement de l'urbanisation</b></p> <p><u>Extension des constructions en zone A et N</u> : revoir le règlement (p.65 et 74) afin de n'autoriser que l'extension des constructions à usage d'habitation</p> <p><u>Le parc d'activités « Espace Littoral »</u> : les périmètres retenus pour la zone « Espace Littoral » doivent être compatibles avec le SCoT (périmètre identique au SCoT ou principe d'un sous-zonage dans lequel les activités commerciales seront interdites. Mettre le PLU en conformité avec l'inventaire des zones humides (DMeau 2011)</p> <p>- <b>Evaluation des incidences du PLU sur les milieux naturels à préserver</b></p> <p><u>Prise en compte de la protection de la faune, de la flore et des milieux naturels</u> : élargissement du zonage Nds sur le secteur Sud de Pen Mur afin de prendre en compte un corridor écologique fonctionnel pour la loutre</p> <p><u>Préservation des cours d'eau</u> : en l'absence d'un inventaire des cours d'eau, en application du SAGE Vilaine, les cours d'eau figurant sur la carte IGN doivent être protégés</p> <p><u>Trame verte et bleue</u> : la démarche d'identification de la trame verte et bleue propre au territoire de Muzillac devra être affinée</p> <p><u>Prise en compte de la forêt et du bocage</u> : Les très rares massifs forestiers d'une surface supérieure à 5 ha devront être classés en zone N. Nécessité de se conformer à l'avis de la CDNPS du 19 avril 2016 qui a demandé d'ajuster les boisements</p>



		<p><u>Zone du domaine public maritime</u> : Si DPM concerné par site Natura 2000 ou une autre protection au titre des sites, il devra être classé en NDs. Dans les autres cas il sera classé en Nm où seuls les aménagements ou activités compatibles avec la vocation du DPM seront autorisés.</p> <p>Axes de réflexion qui mériteraient d'être développés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Justification du PLU avec les documents de portée supra communale</li> <li>- Mise à jour des données (ancienneté de certaines données qui peuvent être de nature à remettre en cause certaines projections retenues)</li> <li>- Le PLU aurait pu considérer la valeur affichée dans le SCoT non comme un maximal à satisfaire mais comme un objectif minimal et ainsi tenir compte des résultats de l'analyse conduite en matière de potentiel foncier disponible au sein de l'enveloppe urbanisée</li> <li>- L'absence de phasage peut constituer une gêne vis-à-vis de la profession agricole par manque de lisibilité sur le devenir de certaines terres cultivées</li> <li>- Intégrer la totalité des études loi Barnier</li> <li>- Compléter les annexes décrivant les zones humides et préciser si l'inventaire a été validé par la CLE du Sage Vilaine</li> <li>- Justifier l'adéquation entre la ressource en eau disponible, les équipements existants, les éventuels aménagements et les besoins futurs</li> <li>- La notion de « logements à prix maîtrisés » ne permet pas de cerner à volonté précise de la commune en matière de logement locatif social</li> <li>- Compléter les articles 11 et 13 du règlement écrit par la phrase « il est recommandé d'utiliser des espèces non allergisantes ou réputées peu allergisantes pour la réalisation des haies ou des massifs »</li> <li>- Compléter les indicateurs de suivi par les surfaces de forêts ou de prairies naturelles, rapport surface de planchers/surfaces des zones économiques.</li> <li>- Définir la notion de logement abordable</li> </ul> <p>Diverses remarques sur la lisibilité du document</p>
<b>Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Morbihan</b> <b>Délégation de Vannes</b>  15/09/2016	Tonalité favorable (mais avis de synthèse non exprimé)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Note avec satisfaction le choix fait par la commune de conforter le commerce du centre-ville en définissant un linéaire commercial au sein du zonage Uaa. La protection du linéaire commercial doit apparaître sur le document graphique</li> <li>- Satisfait du classement de 27 ha en zone 1AUi pour l'accueil de futures entreprises</li> <li>- Souhaite que la surface d'un éventuel logement de fonction en zones Ui et AUi soit limitée à 35 m<sup>2</sup> au lieu des 50 m<sup>2</sup> prévu au règlement</li> <li>- Repenser les articles Ui 12 et 1AUi 12 ainsi que l'annexe relative au stationnement</li> </ul>

<b>Chambre d'Agriculture du Morbihan</b> 20/07/2016	Avis favorable sous réserve de prise en compte des remarques formulées	<p>Le projet de PLU réalise une économie d'extension d'urbanisation et prend en compte pleinement l'agriculture. Toutefois, le projet de PLU</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilise très insuffisamment le potentiel identifiée en zone U</li> <li>- Ne prévoit pas de phasage dans les extensions d'urbanisation, ni de protection des capacités résiduelles non mobilisées.</li> <li>- Nécessite des ajustements de zonage (retrait des parcelles BS19, 20 et 152 du projet d'extension de la zone d'activité de Hinzel)</li> <li>- Nécessite des ajustements du règlement littéral (article A2 : suppression du terme « lié », suppression de l'alinéa relatif aux activités équestres qui contredit l'article A1), préciser « les constructions existantes à usage de logement)</li> </ul>
<b>Chambre Régionale de Conchyliculture de Bretagne Sud</b> 09/2016	Avis favorable	
<b>Conseil Départemental</b> 22/09/2016		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les marges de recul mentionnées dans le règlement écrit doivent être reportées sur le règlement graphique</li> <li>- Le contournement Est (RD5) doit être pris en compte</li> </ul>
<b>Région Bretagne</b> 31/08/2016	Pas d'avis	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Considérations générales sur l'intérêt de l'élaboration de documents d'urbanisme visant à élaborer des projets de territoire de qualité</li> </ul>
<b>Commune de Marzan</b> 23/09/2016	Avis favorable	
<b>Morbihan énergies</b> 24/09/2016	Pas d'avis mais tonalité positive	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'analyse du projet s'est concentrée sur les thématiques relevant des compétences du syndicat départemental d'énergies.</li> <li>- Les thématiques relatives à l'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre (GES) sont abordés en différents points du projet de PLU arrêté : rapport de présentation (diagnostic climatique et développement des énergies renouvelables sur le territoire régionale et local), PADD (objectifs en matière de réduction de GES, de compacité de l'aménagement urbain favorable aux économies d'énergie et de GES), OAP (affichage de la prise en compte nécessaire des apports solaires pour les nouvelles constructions), règlement (transcription des objectifs du PASS particulièrement dans l'article 15)</li> <li>- Les objectifs et les dispositions réglementaires favorisent le développement d'actions propices à la mise en œuvre d'une transition énergétique opérationnelle sur le territoire</li> <li>- Note une erreur dans le rapport de présentation : p134 un seul parc éolien regroupant 6 aérogénératrices et non pas 6 parcs éoliens</li> </ul>

## 5.2 CONTENU DES AVIS FORMULES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA PRESERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF), DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

	Avis donné	Remarques techniques, suggestions, réserves (Résumé)
<b>CDPENAF</b>  8 juillet 2016		<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Au titre de l'article L153-17 : avis favorable sous réserve</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mieux justifier les bâtiments pouvant changer de destination, notamment ceux qui sont dans un périmètre sanitaire ou en zone Ad</li> <li>▪ Mettre en concordance dans le règlement graphique la couleur de la zone et son appellation</li> </ul> </li> <li>- <b>Un avis défavorable pour les parties du règlement qui sont contraires aux dispositions législatives et réglementaires</b>            Il est demandé de réécrire la dénomination du secteur Aa (p62 du règlement écrit), d'enlever la possibilité d'extension pour les constructions n'étant pas de l'habitat et qui ne répondent pas aux articles R151-23 et R151-25, mettre en concordance le règlement écrit du secteur Ad avec la possibilité de changement de destination des bâtiments repérés dans la zone</li> <li>- <b>Au titre de l'article L151-12 : avis favorable sous réserve</b>            Rajouter le mot « d'habitation » dans la phrase « l'extension mesurée des constructions d'habitation existante... » en zone A et N, mettre en concordance la distance entre l'habitat et les annexes dans les différents articles du règlement A et N, de préciser la hauteur des extensions et des annexes, revoir la définition du mot « annexe » dans les dispositions générales du règlement écrit, recommandé de prendre en compte les dispositions de la charte agriculture et urbanisme concernant les possibilité d'extensions et d'annexes pour les bâtiments d'habitation</li> <li>- <b>Au titre de l'article L151-13 : pas d'avis à formuler</b></li> </ul>
<b>Autorité Environnementale</b>  3 août 2016		<p>Extrait de l'avis de synthèse de la MRAe</p> <p>«...            Le PLU apparaît donc intéressant dans l'expression des grands principes mais s'avère parfois insuffisant sur les moyens de mise en œuvre ou la démonstration de la pertinence des choix d'orientation. Cela concerne notamment la justification du dimensionnement des zones d'activités, l'insertion urbaine et paysagère en entrée de ville, la gestion des eaux usées ainsi que l'accessibilité et la mobilité. Il manque par ailleurs la mise en perspective dans le contexte intercommunal. Ces défauts sont préjudiciables à la qualité et à l'exhaustivité de l'évaluation. L'Ae demande par ailleurs à la commune de conforter son dossier en ce qui concerne la définition des indicateurs et modalités de suivi nécessaire afin de mettre en œuvre ses ambitions et atteindre ses objectifs de résultats »</p>

## 6. LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

### 6.1 BILAN DES OBSERVATIONS

Le projet de PLU a fait l'objet de **18 observations** :

- 6 observations inscrites sur le registre (R3 à R8)
- 12 lettres référencées (L2 à L13)

Le projet de zonage eaux pluviales a fait l'objet de **3 observations** :

- 2 observations inscrites sur le registre (R1 à R2)
- 1 lettre (L1)

La mise à jour du zonage d'assainissement eaux usées n'a fait l'objet d'aucune observation.

### 6.2 SYNTHESE DES OBSERVATIONS

N° intervention	SYNTHESE OBSERVATIONS
<b>REGISTRE</b>	
<b>Eaux pluviales</b>	
<b>R1 : M. BESSY</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ A l'entrée du marais route de Vannes, depuis quelques années une pollution a détruit des chênes en pleine croissance. Demande une analyse des eaux.</li> </ul>
<b>R2 : Mme MONFORT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Problème d'inondation de son garage lors de gros orages : le réseau eaux pluviales est-il suffisamment dimensionné ?</li> </ul>
<b>L1 : M. SCHUSTER</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intersection route de Vannes et rue du Boschéno : où sont rejetées les eaux pluviales qui arrivent par un conduit (canalisation route de Vannes ? passage sous parking de l'auberge de Pen Mur ?). Des eaux pluviales chargées de produits pétroliers, de filtres de cigarettes arrivent sur son terrain.</li> <li>▪ Les caniveaux ne sont pas en mesure de canaliser correctement les pluies violentes, les eaux chargées entrent dans les propriétés situées en contrebas.</li> <li>▪ Comment sont gérées les eaux pluviales des constructions rue du Boschéno ? existe-t-il un collecteur ou les eaux vont-elles vers les propriétés en contrebas ?</li> <li>▪ Suite aux travaux en cours, les zones impactées seront certainement rénovées. Pour celles en aval quelle évolution peut-on attendre ?</li> </ul>
<b>PLU</b>	
<b>R3 : M. LEBEAUPIN Stéphane SCI de la Corne du Cerf</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Propriétaire des parcelles à Hinzal le long de la voie express. Conteste le classement en zone 1AUI et l'emplacement réservé n°8 : la commune n'ayant pas de projet d'achat de ces terrains à court terme.</li> <li>▪ Demande le classement en zone constructible de la partie Nord des terrains (environ 7 à 8 000 m²) dans l'alignement des maisons construites à l'Est et à l'Ouest.</li> <li>▪ Favorable au maintien en zone 1AUI des terrains situés dans la marge de recul de la 4 voies</li> </ul>
<b>R4 : Indivision PENDU</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Classement en zone constructible U des parcelles AM339 et 340 : desserte des parcelles par une voie existante.</li> </ul>
<b>R5 : M. LEBEAUPIN Emmanuel SARL Arts et Jardins</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Exploitant des terrains de la SCI La Corne du Cerf : incertitude financière qui règne autour des parcelles qu'il exploite ne favorise pas le développement de son entreprise. A axé son développement foncier et commercial à Toulon, certains que le nord des parcelles de Hinzal seraient constructibles.</li> <li>▪ Demande la constructibilité à vocation d'habitat de la partie Nord des parcelles pour acter le transfert de son siège d'exploitation à Toulon.</li> <li>▪ Le classement en zone de loisirs ne semble pas tenir compte de sa problématique surtout si la municipalité ne souhaite pas acquérir le terrain.</li> </ul>

<b>R6 : M. ROUSSEL Sébastien</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande que la limite de la zone Ubb (rue Victor Hugo) reprenne les limites du document d'arpentage de 2014</li> </ul>
<b>R7 : M. BLOINO Robert</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande le recensement du dernier bâtiment en pierres (environ 60 m<sup>2</sup>) existant à Malsaha en tant que bâtiment susceptible de changer de destination</li> </ul>
<b>R8 : Indivision BLOINO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Propriétaire de la parcelle n°294 à Hinzal classée en zone 1AUa au projet de PLU. La pointe Nord de la parcelle est-elle constructible ou non, sachant qu'il y a une différence de limite entre le zonage et la limite de l'OAP sur ce secteur.</li> </ul>
<b>L2 : Mme BLAYO Sophie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le non classement en zone constructible à vocation d'habitat des terrains occupés par la pépinière Le Lestin aura pour conséquence le maintien de cette activité à cet endroit. Le voisinage avec cette pépinière n'est pas possible par rapport aux nuisances (bruits des engins, traitement phytosanitaire, fumées lors des brûlages de déchets végétaux, trafic généré par les camions, site mal sécurisé....)</li> <li>▪ Le classement en zone constructible à vocation d'habitat aurait comme point positif de mettre en valeur le quartier...</li> </ul>
<b>L3 : M. BLAYO Patrick</b>	
<b>L4 : M. Mme PINET Jacques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Hameau de TREGUEN : les parcelles BD 142, 143 et 144, achetées en constructible, sont classées en zone N au projet de PLU. Demandent le classement en zone constructible</li> </ul>
<b>L5 : CC Arc Sud Bretagne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Transmission d'une copie du courrier adressé à M. Le Maire de Muzillac l'informant (hors délai de remise de l'avis des PPA) de l'avis favorable de la communauté de communes sur le PLU de Muzillac.</li> <li>▪ Nécessité d'adapter le règlement des zones Ui et 1AUi pour interdire les activités commerciales sur les parcelles situées hors limite des ZACOM fixées au SCOT.</li> <li>▪ Correction de deux erreurs matérielles au rapport de présentation</li> </ul>
<b>L6 : M. HILLIO Ludovic</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Propriétaire d'une petite maison à rénover d'une surface au sol de 45 m<sup>2</sup> au lieu-dit Kerinvar (AS 447). Souhaite savoir de combien de m<sup>2</sup> il pourra l'agrandir.</li> </ul>
<b>L7 : M. BLOINO Henri</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Classement de la parcelle BS 73, située en haut du village de Malsaha, en zone constructible</li> </ul>
<b>L8 : M. BLOINO Alain</b>	
<b>L9 : Mme LEZEBOT Christiane</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ N'est pas opposée à l'emplacement réservé n° 4 mais demande de revoir sa configuration (plan joint) et qu'une partie de l'emprise porte également sur la parcelle voisine 52</li> </ul>
<b>L10 : M. LE TATARD Daniel Camping La Blanche Hermine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande l'extension de la zone Nc jusqu'en limite de la zone Azh afin de permettre l'extension du camping et l'embauche de 2 personnes à l'année. Un nouveau bloc sanitaire est en cours d'aménagement pour répondre aux exigences des clients et en projet la rénovation de la salle.</li> </ul>
<b>L11 : M. Le Maire de Muzillac</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ajustement du zonage AUa et UBb et modification de l'accès prévu pour la zone AUa de Bellevue pour une concordance des documents graphiques avec la délibération du 25 février 2016 titrant le bilan de la concertation</li> <li>▪ Recensement de l'ensemble bâti (appartenant à la commune) communément appelé « ferme de Lalaisso » en tant que bâtiment susceptible de changer de destination</li> <li>▪ Intégration dans l'annexe relative aux règles de stationnement d'un tableau établi par la CC Arc Sud Bretagne afin d'harmoniser la réglementation en la matière sur le territoire communautaire</li> </ul>
<b>L12 : CCI du Morbihan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Favorable à la demande de M. TATARD d'étendre la zone Nc sous réserve du respect de la réglementation en vigueur. L'extension devrait permettre de pérenniser l'activité de l'entreprise, de créer 2 emplois à l'année et de mettre à disposition des clients des équipements plus qualitatifs</li> </ul>
<b>L13 : Mme GUILLLOTIN M et consorts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Classement des parcelles BM 172 et 175 en zone constructible</li> </ul>

## **7. COMMUNICATION DU PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DE L'ENQUETE ET MEMOIRE EN REPONSE DU MAITRE D'OUVRAGE**

Les observations résumées dans le paragraphe précédent ont été notifiées sous forme de synthèse et en copie intégrale à M. Le Maire de Muzillac, à l'issue de l'enquête. Lors de la remise du procès-verbal de synthèse, j'ai invité le maître d'ouvrage à apporter ses commentaires éventuels aux observations déposées lors de l'enquête et j'ai formulé les quelques questions complémentaires suivantes visant à m'éclairer dans la compréhension du projet.

- 1 - Dans le document intitulé « proposition de la commune en réponse aux remarques formulées par les PPA » que vous avez annexé au dossier d'enquête publique, vous faites part d'une modification de zonage que vous entendez faire au Sud de l'étang de Pen Mur à savoir le remplacement du zonage Nl par un zonage Nds. Sur l'extrait de plan montrant la modification envisagée pour prendre en compte l'avis de l'Etat je constate que les deux emplacements réservés n°5 et n°6 (voies de liaisons douces) n'apparaissent plus. Dois-je comprendre que vous envisagez de supprimer ces deux emplacements réservés ?*
- 2 - Le changement de destination est-il autorisé en zone Ad (zone complémentaire du périmètre de protection rapprochée de la prise d'eau de l'étang de Pen Mur) ?*
- 3 - En zone Nl, les terrains de camping sont-ils autorisés ? (incohérence entre l'article N1 et l'article N2).*
- 4 - Pourquoi la limite de l'OAP « Plateau d'Inzal » n'intègre pas la totalité de la zone 1AUa définie au règlement graphique ?*
- 5 - Le plan de l'OAP Bourg Pol laisse apparaître une zone humide à l'Ouest de la zone la plus au Nord ; or au document graphique la zone humide est classée en zone U. Quand est-il exactement ?*
- 6 - L'OAP « La Lande Bol » intègre une parcelle classée Azh au plan de zonage.*
- 7 - A Penesclus Nord, des fonds de jardins concernés par le risque de submersion marine sont classés en zone U. Le maintien en zone U est-il opportun d'autant que dans le zonage eaux pluviales, le ruissellement des eaux pluviales se fait sur ces fonds de jardins ?*

### **7.1 MEMOIRE EN REPONSE DU MAITRE D'OUVRAGE**

Les éléments en réponse de M. Le Maire de Muzillac, reçus par mail le 18 janvier 2017 et par courrier postal le 20 janvier 2017, sont reproduits en page suivante.

OBJET : PV et liste des questions Enquête Publique PLU, zonage assainissement eaux pluviales et mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées

Madame Le Commissaire Enquêteur,

Suite à la remise du PV de l'enquête publique rappelée en objet ci-dessus et à notre entretien du 06 janvier dernier, je souhaite vous apporter des précisions et propositions à vos questions. Pour votre parfaite information, ces éléments résultent d'une décision collective suite à la réunion de la commission PLU le 13 janvier 2017.

- *Question 1 : La commune entend maintenir les deux emplacements réservés 5 et 6 (voies de liaison douce). Le zonage sera ajusté pour tenir compte de l'avis de l'Etat et les deux emplacements réservés seront reportés graphiquement.*
- *Question 2 : la volonté de la collectivité est d'autoriser le changement de destination en zone Ad. Le règlement sera mis en cohérence avec les documents graphiques.*
- *Question 3 : en zone NI les terrains de camping seront interdits.*
- *Question 4 : Le zonage 1AUa se calera sur la limite de l'OAP « Plateau d'Hinzal ». L'emprise foncière de forme triangulaire située au nord est un éperon rocheux qu'il ne paraît pas judicieux d'urbaniser.*
- *Question 5 : le zonage sera adapté et la zone humide concernée sera classée en NZh. Le zonage soumis à enquête publique reprenait le périmètre initial de la ZAC de Bourg pol (zone NAa au POS).*
- *Question 6 : Le périmètre de l'OAP « la lande baule » sera mise en concordance avec le plan de zonage. En effet, celui-ci intègre le dossier « loi sur l'eau » de la ZAC de la Lande Baule, le périmètre de l'OAP étant basé sur l'inventaire des zones humides initial.*
- *Question 7 : la pertinence d'un zonage U sur du foncier concerné par le risque de submersion marine peut effectivement prêter à discussion. Vu la localisation et la configuration des fonds de jardin concernés, nous souhaitons maintenir le zonage en l'état, afin que les personnes concernées puissent bénéficier du coefficient d'emprise au sol. Nous souhaitons néanmoins ajuster notre zonage plus à l'ouest de ce site pour prendre en considération une zone humide.*

Nous avons bien pris connaissance des observations et remarques émises lors de l'enquête publique. Globalement, nous ne souhaitons pas modifier notre projet de zonage pour accéder aux demandes des particuliers mais elles seront étudiées notamment au regard de votre rapport et conclusions.

En étant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, veuillez agréer, Madame Le Commissaire Enquêteur, nos salutations distinguées.

Le Maire,  
Jo BROHAN.



## **CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE**

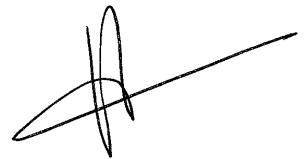
Le présent rapport relate les événements qui ont ponctué l'enquête publique relative à l'élaboration du PLU de Muzillac, l'élaboration du zonage d'assainissement eaux pluviales et la mise à jour du zonage d'assainissement eaux usées.

Malgré une large publicité, le public s'est peu manifesté lors de l'enquête publique.

Après avoir rapporté, dans cette première partie, la manière dont s'est déroulée l'enquête publique et synthétisé l'ensemble des observations, il s'agit maintenant de formuler, dans une seconde partie, des conclusions sur le projet de plan local d'urbanisme, le projet de zonage d'assainissement eaux pluviales et la révision du zonage d'assainissement eaux usées.

**Le 28 janvier 2017**

**Michelle TANGUY,**  
commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.



## ANNEXES

1. Arrêté RNP 2016 11 159 du 9 novembre 2016
2. Publicité de l'enquête (annonces légales, affichage)
3. Procès-verbal de l'enquête

République Française

Département du Morbihan

Commune de Muzillac

RNP 2016 11 159

## Arrêté

portant organisation de l'enquête publique conjointe sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU), de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et le projet du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la Commune de Muzillac

Le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-19 et R 123-19 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-46 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date 13 Septembre 2012 prescrivant l'élaboration du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 Décembre 2014 prenant acte du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 25 Février 2016 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;

Vu les différents avis recueillis sur le projet de PLU arrêté ;

Vu la décision n° E16000305/35 en date du 28 Octobre 2016 de Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes désignant Madame Michelle TANGUY en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Camille HANROT LORE en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

## Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de PLU, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées et le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Muzillac du 30 Novembre 2016 au 30 Décembre 2016 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

**Article 2** : Madame Michelle TANGUY, Chargée d'études urbanisme et environnement, a été désignée commissaire enquêteur titulaire par le président du tribunal administratif de Rennes et Madame Camille HANROT LORE, géographe-urbaniste, a été désignée commissaire enquêteur suppléant.

Envoyé en préfecture le 10/11/2016

Reçu en préfecture le 10/11/2016

Affiché le 10/11/2016

ID : 656 215601436-20161109-RNP-2016\_11\_159-AR

**Article 3 :** Les pièces du dossier et le registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public en mairie de Muzillac, pendant la durée de l'enquête, du 30 novembre 2016 au 30 Décembre 2016 inclus, aux heures d'ouverture de la mairie :

- Les lundi et samedi de 9h00 à 12h00,
- Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Muzillac – Allée R. Le Duigou – 56190 MUZILLAC, soit par courrier électronique (en indiquant comme objet « Enquête Publique ») à l'adresse suivante : [urbanisme@muzillac.fr](mailto:urbanisme@muzillac.fr)

L'évaluation environnementale du projet de PLU qui figure dans le rapport de présentation, son résumé non technique et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement seront joints au dossier d'enquête publique.

Conformément à la décision n° 2016-004263 en date du 08 Novembre 2016 de la MRAe Bretagne (Mission Régionale d'Autorité environnementale) après examen au cas par cas en application de l'article R,122-18 du Code de l'Environnement, le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales a été dispensée d'une évaluation environnementale. La décision de la MRAe est jointe au dossier d'enquête publique.

Conformément à la décision n° 2016-004264 en date du 08 Novembre 2016 de la MRAe Bretagne (Mission Régionale d'Autorité environnementale) après examen au cas par cas en application de l'article R,122-18 du Code de l'Environnement, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées a été dispensée d'une évaluation environnementale. La décision de la MRAe est jointe au dossier d'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Muzillac.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site Internet de la commune à l'adresse suivante : [www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr)

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à [urbanisme@muzillac.fr](mailto:urbanisme@muzillac.fr)

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

**Article 4 :** Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- le 30 Novembre 2016 de 09h00 à 12h00,
- le 08 Décembre 2016 de 14h00 à 17h30,
- le 17 Décembre 2016 de 09h00 à 12h00,
- le 20 Décembre 2016 de 14h00 à 17h30,
- le 30 Décembre 2016 de 14h00 à 17h30.

**ARTICLE 5 :** À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le maire de la commune de Muzillac et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le maire de Muzillac disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.



Envoyé en préfecture le 10/11/2016

Reçu en préfecture le 10/11/2016

Affiché le 10/11/2016

ID : 056-215601436-20161109-RNP\_2016\_11\_159-AR

**Article 6** : Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au maire de Muzillac le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L 123-15 et R 123-19 du code de l'environnement, relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Muzillac et sur le site Internet [www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr) pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

**Article 7** : le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU ; du zonage d'assainissement des eaux pluviales et la révision du zonage d'assainissement des eaux usées. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation.

**Article 8** : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Il sera également publié sur le site Internet [muzillac.fr](http://muzillac.fr)

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches, à la mairie et en tous lieux habituels fréquentés par le public ainsi qu'en divers lieux-dits de la Commune de Muzillac.

**Article 9** : Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès du service urbanisme de la mairie de Muzillac.

**Article 10** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Tribunal Administratif de RENNES (35) dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Muzillac, le 09 Novembre 2016,

Le Maire,

Jo BROHAN.





## vie des sociétés (suite)

**Cabinet MILIN**  
Avocat au barreau de Vannes  
Spécialiste en droit des sociétés  
62, rue Victor-Basch  
56000 VANNES  
Tél. 02 97 46 80 20  
avocat@cabinetsmilin.fr

**MARISA COIFFURE**

Société à responsabilité limitée  
en liquidation  
Au capital de 10 000 euros  
Siège social : 12, rue Henri-Dunant  
56000 VANNES  
Siège de liquidation : Quénahé  
56230 LARRÉ  
509 045 316 RCS Vannes

**CLÔTURE  
DE LIQUIDATION**

Aux termes d'une décision en date du 25 octobre 2016, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture de la liquidation.  
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Vannes, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur.

**«ENERRIH»**

SARL au capital de 50 000 euros  
Siège social : 18, route de la Chapelle  
50210 RONCEY  
518 666 912 RCS Coutances

**TRANSFERT  
DE SIÈGE SOCIAL**

L'AGE du 20 juillet 2016 a décidé, à compter de ce jour :  
- de transférer le siège social du 18, route de La Chapelle, 50210 Roncey, au 32 bis, rue Centrale, 56640 Arzon,  
- d'étendre l'objet social à l'activité de «prestations de services dans le domaine des dessins techniques, bureautique, bureau d'études» ;  
- statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.  
Les statuts ont été modifiés en conséquence.  
La société, immatriculée au RCS de Coutances, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du RCS de Vannes.  
Gérance : M. Norbert Rihouey, demeurant 32 bis, rue Centrale, 56640 Arzon.

**Cabinet MILIN**

Avocat au barreau de Vannes  
Spécialiste en droit des sociétés  
62, rue Victor-Basch  
56000 VANNES  
Tél. 02 97 46 80 20  
avocat@cabinetsmilin.fr

**LES TRAITEURS DU LOCH**

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 240 000 euros  
Siège social : 1, route de Vannes  
56390 GRAND-CHAMP  
RCS Vannes 379 827 777

**TRANSFERT  
DE SIÈGE SOCIAL**

Aux termes d'une décision en date du 20 octobre 2016, l'associée unique a décidé de transférer le siège social du 1, route de Vannes, 56390 Grand-Champ à zone artisanale de Lann-Guinet, 56390 Grand-Champ à compter du 20 octobre 2016 et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

Pour avis  
La Gérance.

Découvrez les nouveautés des  
**Editions OUEST-FRANCE**  
www.editionsouestfrance.fr

**AVIS DE CONSTITUTION**

Selon un acte sous seing privé en date à Séné du 9 novembre 2016, il a été constitué une société avec les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : Le Lokanta.

Siège social : 27, rue de la Sapinière, 56860 Séné.

Objet social : restauration rapide ambulante, vente à emporter de kebabs et plats traditionnels turcs, plats chauds et froids, mise à disposition d'un camion food-truck.

Durée de la société : 99 ans.

Capital social : 1 000 euros.

Gérance : M. Emrah Unsal, demeurant

27, rue de la Sapinière, 56860 Séné.  
Immatriculation de la société au RCS de Vannes.

Pour avis.

**Avis administratifs****QUESTEMBERT COMMUNAUTE**

Projet de modification n° 1  
du PLU de Larré

**2E AVIS****D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Il est rappelé que par arrêté n° 2016-418 en date du 26 octobre 2016 M. le Président de Questembert Communauté a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n° 1 du Plan local d'urbanisme de la commune de Larré portant sur la réduction de la marge de recul par rapport à la route départementale n° 139 au lieu-dit l'Hôpital. A cet effet M. Jean-Yves Kerdreux (Mme Anne-Marie Carlier commissaire enquêteur suppléant) a été désigné par M. le Président du tribunal administratif en tant que commissaire enquêteur. L'enquête publique se déroulera du 15 novembre 2016 au 16 décembre 2016 à la mairie de Larré, 1, place Guillaume-Pichon, 56230 Larré aux jours et heures habituels d'ouverture : le lundi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 et les mardi, mercredi, vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 00 et le jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 30.

Pendant la durée de l'enquête, chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Larré.

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site [www.questembert-communaute.fr](http://www.questembert-communaute.fr)

Le commissaire enquêteur sera présent en mairie de Larré :

- le 15 novembre 2016, de 14 h 00 à 17 h 00,

- et le 16 décembre 2016, de 9 h 00 à 12 h 00.

Son rapport et ses conclusions seront transmis au président de Questembert Communauté dans le délai d'un mois à compter de l'expiration de l'enquête et tenus à la disposition du public.

**Notre publication adhère à**

dont elle suit  
les recommandations

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au



autorité de  
régulation professionnelle  
de la publicité

23 rue Auguste Vacquerie  
75116 Paris  
[www.arpp-pub.org](http://www.arpp-pub.org)

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

**Commune de MUZILLAC****Élaboration du PLU****Révision du zonage****assainissement eaux usées****Projet de zonage assainissement  
eaux pluviales****AVIS****D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Par arrêté n° 2016 11 159 en date du 9 novembre 2016, le maire de Muzillac a ordonné l'ouverture d'une enquête publique conjointe sur le projet de PLU, de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Muzillac.

A cet effet, Mme Michelle Tanguy, chargée d'études urbanisme et environnement, a été désignée commissaire enquêteur titulaire par le président du tribunal administratif de Rennes et Mme Camille Hanrot Lore, géographe-urbaniste, a été désignée commissaire enquêteur suppléant.

L'enquête publique se déroulera du 30 novembre 2016 au 30 décembre 2016 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, en mairie de Muzillac. Les pièces du dossier et le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public en mairie de Muzillac aux heures d'ouverture de la mairie : les lundi et samedi de 9 h 00 à 12 h 00, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Muzillac, allée

R-Le-Duigou, 56190 Muzillac, soit par courrier électronique (en indiquant comme objet «enquête publique») à l'adresse suivante : [urbanisme@muzillac.fr](mailto:urbanisme@muzillac.fr)

L'évaluation environnementale du projet de PLU qui figure dans le rapport de présentation, son résumé non technique et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement seront joints au dossier d'enquête publique.

Le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales a été dispensé d'une évaluation environnementale. La décision de la MRAE (mission régionale d'autorité environnementale) est jointe au dossier d'enquête publique.

La révision du zonage d'assainissement des eaux usées a été dispensée d'une évaluation environnementale. La décision de la MRAE (mission régionale d'autorité environnementale) est jointe au dossier d'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Muzillac.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante :

[www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr)

Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- le mercredi 30 novembre 2016, de 9 h 00 à 12 h 00,

- le jeudi 8 décembre 2016, de 14 h 00 à 17 h 30,

- le samedi 17 décembre 2016, de 9 h 00 à 12 h 00,

- le mardi 20 décembre 2016, de 14 h 00 à 17 h 30,

- le vendredi 30 décembre 2016, de 14 h 00 à 17 h 30.

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Muzillac et sur le site internet :

[www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr)

pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Le projet d'élaboration du PLU, de zonage d'assainissement des eaux pluviales et de révision du zonage d'assainissement des eaux usées pourront être éventuellement modifiés et l'adoption de ces documents sera soumise à l'approbation du conseil municipal de Muzillac.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès du service urbanisme de la mairie de Muzillac. Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Muzillac.

**Autres légales****TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE VANNES****LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Date : 7 novembre 2016. Jugement prononçant la conversion d'une procédure de redressement judiciaire en liquidation judiciaire à l'égard de : M. Joël Granlin, adresse : Lestrehan, 56420 Billio. Liquidateur : Me Gérard Bodelet, parc d'activités de Tréhonin à Le Sourn (56300). Juge-commissaire : M. Jean-Yves Cavaud. Date de cessation des paiements maintenue au : 1er janvier 2015.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication auprès du liquidateur.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE VANNES****LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Date : 7 novembre 2016. Jugement prononçant la conversion d'une procédure de redressement judiciaire en liquidation judiciaire à l'égard de : EARL Granlin Jachier. Adresse : Lestrehan, 56420 Billio. Forme : EARL. Liquidateur : Me Gérard Bodelet, parc d'activités de Tréhonin à Le Sourn (56300). Juge-commissaire : M. Jean-Yves Cavaud. Date de cessation des paiements maintenue au : 1er janvier 2015.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication auprès du liquidateur.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE VANNES****LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Date : 7 novembre 2016. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Association Mecarock, adresse : 4, avenue du Général-de-Gaulle, 56380 Guer, forme : association. Mandataire judiciaire : Me Gérard Bodelet, parc d'activités de Tréhonin à Le Sourn (56300). Juge-commissaire : M. Jean-Yves Cavaud. Date de cessation des paiements maintenue au : 1er juillet 2016.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication auprès du liquidateur.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE VANNES****LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Date : 7 novembre 2016. Jugement prononçant la conversion d'une procédure de redressement judiciaire en liquidation judiciaire à l'égard de : SCI Aja. Adresse : La Combe d'en Haut, 56140 Pleuca-deuc. Forme : SCI. N° de RCS : 508 265 774. Liquidateur : Me Gérard Bodelet, parc d'activités de Tréhonin à Le Sourn (56300). Juge-commissaire : M. Jean-Yves Cavaud. Date de cessation des paiements maintenue au : 6 novembre 2013.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication auprès du liquidateur.

**Le commissaire-  
priseur  
spécialiste-conseil  
à votre service**

Le commissaire-priseur est le spécialiste du marché de l'Art, et il est un des seuls à connaître le juste prix des objets, étant en contact du marché quotidien à travers les ventes publiques.

Il est habilité, en dehors des ventes publiques, à évaluer les objets et à en donner une estimation.

Il engage dans ces opérations sa responsabilité.

Le commissaire-priseur joue donc un rôle de conseiller lors de partage après un décès, ainsi que dans l'élaboration d'un contrat d'assurance.



Telegram 15.11.16

attestation  
on immédiats

tre  
ale



plement !

les.com

ligne

a la disposition du public.

M-212  
petit

COMMUNE DE MUZILLAC

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

### Élaboration du PLU

#### Révision du zonage assainissement eaux usées

#### Projet de zonage assainissement eaux pluviales

Par arrêté n° 2016 11 159 en date du 9 novembre 2016, le maire de Muzillac a ordonné l'ouverture d'une enquête publique conjointe sur le projet de PLU, de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Muzillac.

A cet effet, Mme Michelle Tanguy, chargée d'études urbanisme et environnement, a été désignée commissaire enquêteur titulaire par le président du tribunal administratif de Rennes, et Mme Camille Hanrot Lore, géographe-urbaniste, a été désignée commissaire enquêteur suppléant.

L'enquête publique se déroulera du 30 novembre 2016 au 30 décembre 2016 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs, en mairie de Muzillac. Les pièces du dossier et le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public en mairie de Muzillac aux heures d'ouverture de la mairie : les lundi et samedi, de 9 h à 12 h, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la Mairie de Muzillac, allée R.-Le Duigou, 56190 Muzillac, soit par courrier électronique (en indiquant comme objet "Enquête publique") à l'adresse suivante : [urbanisme@muzillac.fr](mailto:urbanisme@muzillac.fr)

L'évaluation environnementale du projet de PLU qui figure dans le rapport de présentation, son résumé non technique et l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement seront joints au dossier d'enquête publique.

Le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales a été dispensé d'une évaluation environnementale. La décision de la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale) est jointe au dossier d'enquête publique.

La révision du zonage d'assainissement des eaux usées a été dispensée d'une évaluation environnementale. La décision de la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale) est jointe au dossier d'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Muzillac.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : [www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr)

Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes : le mercredi 30 novembre 2016, de 9 h à 12 h ; le jeudi 8 décembre 2016, de 14 h à 17 h 30 ; le samedi 17 décembre 2016, de 9 h à 12 h ; le mardi 20 décembre 2016, de 14 h à 17 h 30 ; le vendredi 30 décembre 2016, de 14 h à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Muzillac et sur le site internet [www.muzillac.fr](http://www.muzillac.fr) pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Le projet d'élaboration du PLU, de zonage d'assainissement des eaux pluviales et de révision du zonage d'assainissement des eaux usées pourront être éventuellement modifiés et l'adoption de ces documents sera soumise à l'approbation du conseil municipal de Muzillac.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès du service urbanisme de la mairie de Muzillac.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Muzillac.

Entreprises,  
DÉTECTEZ  
LES MARCHÉS  
PUBLICS !

avec

Vip  
la Veille Impact Pro

EN SAVOIR +



Bretagne-marchéspublics

Le portail des marchés publics en Bretagne

[Bretagne-marchespublics.com](http://Bretagne-marchespublics.com)

02 98 33 74 44

[annonceslegales@viamedia-publicite.com](mailto:annonceslegales@viamedia-publicite.com)



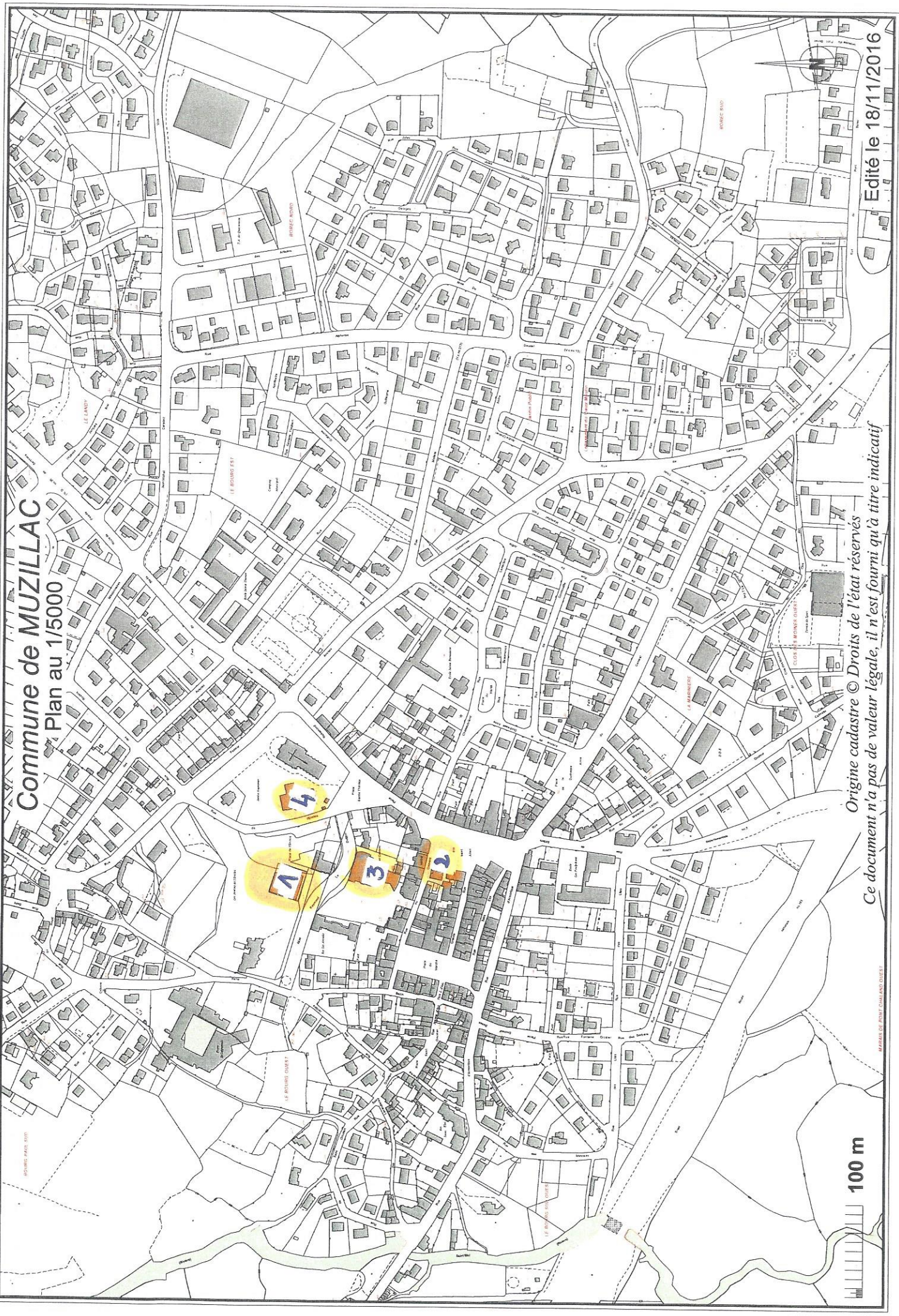
# Commune de MUZILLAC

Plan au 1/5000

100 m

Origine cadastre © Droits de l'état réservés  
Ce document n'a pas de valeur légale, il n'est fourni qu'à titre indicatif

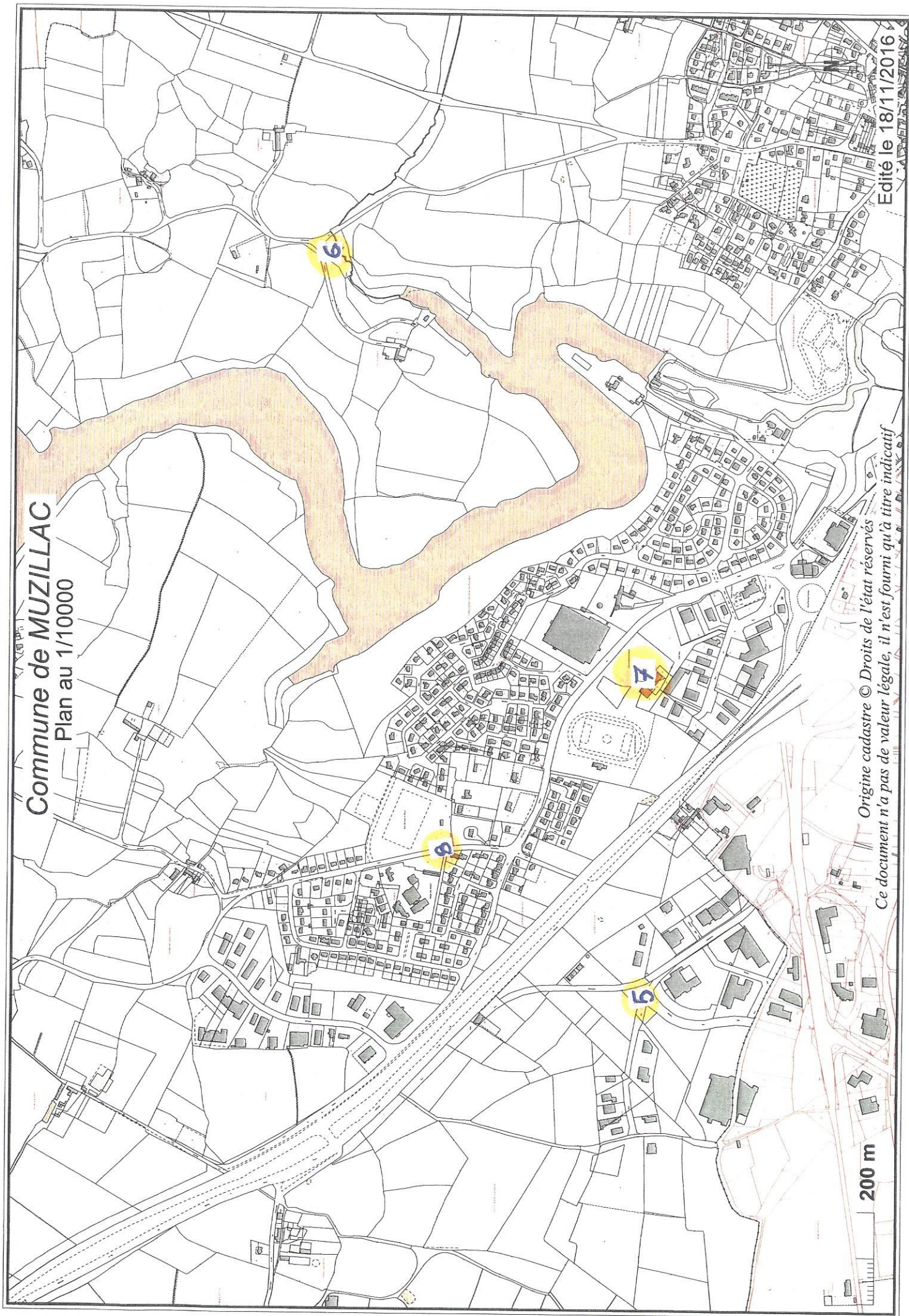
Edité le 18/11/2016





Commune de MUZILLAC

Plan au 1/10000



200 m

Origine cadastre © Droits de l'état réservés  
Ce document n'a pas de valeur légale, il n'est fourni qu'à titre indicatif

Edité le 18/11/2016



Commune de MUZILLAC

Plan au 1/10000



200 m

Origine cadastrale © Droits de l'état réservés  
Ce document n'a pas de valeur légale, il n'est fourni qu'à titre indicatif  
Edité le 18/11/2016



Le 5 janvier 2016

**Le commissaire enquêteur**

**À**

**Monsieur Le Maire  
Mairie  
BP 11  
56190 MUZILLAC**

**OBJET :** *Enquête publique relative à l'élaboration du PLU et du zonage d'assainissement eaux pluviales et mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées de Muzillac*

**Réf :** *arrêté du maire du 9 novembre 2016*

**Pièces jointes :** - *Copies et synthèses des observations*  
- *Questions induites par l'analyse du dossier et des observations*

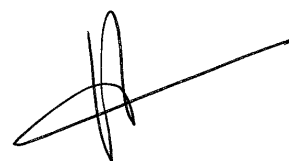
Monsieur le maire,

En application de l'article R.123-18 du Code de l'environnement vous trouverez en pièce jointe le procès-verbal de l'enquête publique visée en objet. Vous disposez d'un délai de 15 jours pour produire vos observations éventuelles en réponse à la lecture de ce procès-verbal et de la liste des questions jointe.

Veuillez agréer, Monsieur le maire, l'expression de mes incères salutations.

*Remis et commenté à M. Le Maire de Muzillac  
le 6 janvier 2016 en mairie de Muzillac*

Michelle TANGUY, commissaire enquêteur





# PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

A la demande de M. le Maire de Muzillac, il a été procédé à une enquête publique portant sur le projet d'élaboration du PLU, du zonage d'assainissement eaux pluviales et de la mise à jour du zonage d'assainissement eaux usées.

Cette enquête s'est déroulée du mercredi 30 novembre 2016 au vendredi 30 décembre 2016 inclus dans les conditions définies par l'arrêté du maire du 9 novembre 2016.

Les trois dossiers d'enquête ainsi qu'un registre ont été mis à la disposition du public pendant 31 jours consécutifs en mairie de Muzillac.

Les dossiers d'enquête étaient également consultables sur le site internet de la commune de Muzillac

Je me suis tenue à la disposition du public en mairie de Muzillac durant 5 demi-journées de 9h à 12 h et/ou de 14h à 17h30.

Dates	Matin	Après-midi
Mercredi 30/11/2016	9h00-12h00	
Jeudi 8/12/2016		14h00-17h30
Samedi 17/12/2016	9h00-12h00	
Mardi 20/12/2016		14h00-17h30
Vendredi 30/12/2016		14h00-17h30

Lors de mes permanences j'ai rencontré 25 personnes.

Les observations du public ont été soit directement inscrites sur le registre d'enquête, soit annexées (dans le cas de courriers ou d'emails)

Le projet de PLU a fait l'objet de 18 observations réparties comme suit :

- 6 observations inscrites sur le registre
- 12 lettres référencées de L2 à L13

Le projet de zonage d'eaux pluviales a fait l'objet de 3 observations :

- 2 observations inscrites sur le registre
- 1 lettre référencée L1

La mise à jour du zonage d'eaux usées n'a fait l'objet d'aucune observation.

Les observations sont synthétisées dans le tableau en pages suivantes.

*Ce procès-verbal est établi en application des dispositions de l'article R.123-18 du Code de l'Environnement. Il doit permettre au responsable du projet d'avoir une connaissance aussi complète que possible des préoccupations ou suggestions exprimées par le public ayant participé à l'enquête et donner matière, s'il le désire à produire un mémoire en réponse.*

N° intervention	SYNTHESE OBSERVATIONS	THEMES
<b>REGISTRE</b>		
<b>Eaux pluviales</b>		
<b>R1 : M. BESSY</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A l'entrée du marais route de Vannes, depuis quelques années une pollution a détruit des chênes en pleine croissance. Demande une analyse des eaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau eaux pluviales route de Vannes (impact des eaux pluviales chargées en polluants)</li> </ul>
<b>R2 : Mme MONFORT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Problème d'inondation de son garage lors de gros orages : le réseau eaux pluviales est-il suffisamment dimensionné ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dimensionnement du réseau rue Saint Goustan</li> </ul>
<b>L1 : M. SCHUSTER</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intersection route de Vannes et rue du Boschéno : où sont rejetées les eaux pluviales qui arrivent par un conduit (canalisation route de Vannes ? passage sous parking de l'auberge de Pen Mur ?). Eaux pluviales chargées de produits pétroliers et de filtres de cigarettes arrivent sur terrain.</li> <li>Les caniveaux ne sont pas en mesure de canaliser correctement les pluies violentes, les eaux chargées entrent dans les propriétés en dénivelé.</li> <li>Comment sont gérées les eaux pluviales des constructions rue du Boschéno ? existe-t-il un collecteur ou les eaux vont-elles vers les propriétés en contrebas ?</li> <li>Suite aux travaux en cours, les zones impactées seront certainement rénovées. Pour celles en aval quelle évolution peut-on attendre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau eaux pluviales route de Vannes (dysfonctionnement, impact des eaux pluviales chargées en polluants sur les propriétés en contrebas)</li> </ul>
<b>PLU</b>		
<b>R3 : M. LEBEAUPIN Stéphane SCI de la Corne du Cerf</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Propriétaire des parcelles à Hinzal le long de la voie express. Conteste le classement en zone 1AUI et l'emplacement réservé n°8 : la commune n'ayant pas de projet d'achat de ces terrains à court terme.</li> <li>Demande le classement en zone constructible de la partie Nord des terrains (environ 7 à 8 000 m²) dans l'alignement des maisons construites à l'Est et à l'Ouest.</li> <li>Favorable au maintien en zone 1AUI des terrains situés dans la marge de recul de la 4 voies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Zone 1AUI</li> <li>Emplacement réservé n°8</li> <li>Constructibilité parcelles pour une vocation d'habitat</li> </ul>
<b>R4 : Indivision PENDU</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Classement en zone constructible U des parcelles AM 339 et 340 : desserte des parcelles par une voie existante.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constructibilité parcelles</li> </ul>

<b>R5 : M. LEBEAUPIN Emmanuel</b> SARL Arts et Jardins	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Exploitant des terrains de la SCI La Corne du Cerf : l'incertitude financière qui règne autour des parcelles qu'il exploite ne favorise par le développement de son entreprise. A axé son développement foncier et commercial à Toulon, certain que le nord des parcelles de Hinzel serait constructible.</li> <li>▪ Demande la constructibilité à vocation d'habitat de la partie Nord des parcelles pour acter le transfert du siège d'exploitation à Toulon.</li> <li>▪ Le classement en zone de loisirs ne semble pas tenir compte de sa problématique surtout si la municipalité ne souhaite pas acquérir le terrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zone 1AUI</li> <li>▪ Constructibilité parcelles pour une vocation d'habitat</li> </ul>
<b>R6 : M. ROUSSEL Sébastien</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande que la limite de la zone Ubb (rue Victor Hugo) reprenne les limites du document d'arpentage de 2014</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zonage</li> </ul>
<b>R7 : M. BLOINO Robert</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Recensement du dernier bâtiment en pierres (environ 60 m<sup>2</sup>) existant à Malsaha en tant que bâtiment susceptible de changer de destination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Changement de destination</li> </ul>
<b>R8 : Indivision BLOINO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Propriétaire de la parcelle n°294 à Hinzel et classée en zone 1AUa au projet de PLU. La pointe Nord de la parcelle est-elle constructible ou non, sachant qu'il y a une différence de limite entre le zonage et la limite de l'OAP sur ce secteur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constructibilité et limite OAP</li> </ul>
<b>L2 : Mme BLAYO Sophie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le non classement en zone constructible à vocation d'habitat des terrains occupés par la pépinière Le Lestin aura pour conséquence le maintien de cette activité à cet endroit. Le voisinage avec cette pépinière n'est pas possible par rapport aux nuisances (bruits engins, traitement phytosanitaire, fumées lors des brûlages de déchets végétaux, trafic généré par les camions, site mal sécurisé....)</li> <li>▪ Le classement en zone constructible à vocation d'habitat aurait comme point positif de mettre en valeur le quartier...</li> <li>▪ Idem L2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constructibilité parcelles pour une vocation d'habitat (secteur du Hinzel)</li> </ul>
<b>L3 : M. BLAYO Patrick</b>		
<b>L4 : M. Mme PINET Jacques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Hameau de TREGUEN : les parcelles BD 142, 143 et 144, achetées en constructible, sont classées en zone N au projet de PLU. Demandent le classement en zone constructible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constructibilité</li> </ul>
<b>L5 : CC Arc Sud Bretagne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Transmission d'une copie du courrier adressé à M. Le Maire de Muzillac l'informant (hors délai de remise de l'avis des PPA) de l'avis favorable de la communauté de communes sur le PLU de Muzillac.</li> <li>▪ Nécessité d'adapter le règlement des zones Ui et 1AUi pour interdire les activités commerciales sur les parcelles situées hors limite des ZACOM fixées au SCoT.</li> <li>▪ Correction de deux erreurs matérielles au rapport de présentation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Règlement zones Ui et AUi</li> </ul>
<b>L6 : M. HILLIO Ludovic</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Propriétaire d'une petite maison à rénover d'une surface au sol de 45 m<sup>2</sup> a lieu-dit Kerinvart (AS 447). Souhaite savoir de combien de m<sup>2</sup> il pourra l'agrandir.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Règlement zone A</li> </ul>

<b>L7 : M. BLOINO Henri</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Classement de la parcelle BS 73, située en haut du village de Malsaha, en zone constructible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constructibilité</li> </ul>
<b>L8 : M. BLOINO Alain</b>		
<b>L9 : Mme LEZEBOT Christiane</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ N'est pas opposée à l'emplacement réservé n° 4 mais demande de revoir sa configuration (plan joint) et qu'une partie de l'emprise porte également sur la parcelle voisine 52</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Emplacement réservé n°4</li> </ul>
<b>L10 : M. LE TATARD Daniel Camping La Blanche Hermine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande l'extension de la zone Nc jusqu'en limite de la zone Azh afin de permettre l'extension du camping et l'embauche de 2 personnes à l'année. Un nouveau bloc sanitaire est en cours de construction pour répondre aux exigences des clients et en projet la rénovation de la salle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zonage Nc (extension)</li> </ul>
<b>L11 : M. Le Maire de Muzillac</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ajustement du zonage AUa et UBb et modification de l'accès prévu pour la zone AUa de Bellevue pour une concordance des documents graphiques avec la délibération du 25 février 2016 titrant le bilan de la concertation</li> <li>▪ Recensement de l'ensemble bâti (appartenant à la commune) communément appelé « ferme de laluisso » en tant que bâtiment susceptible de changer de destination</li> <li>▪ Intégration dans l'annexe relative aux règles de stationnement d'un tableau établi par la CC Arc Sud Bretagne afin d'harmoniser la réglementation en la matière sur le territoire communautaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zonage (ajustement)</li> <li>▪ OAP secteur 3</li> <li>▪ Changement de destination</li> <li>▪ Règlement</li> </ul>
<b>L12 : CCI du Morbihan</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Favorable à la demande de M. TATARD d'étendre la zone Nc sous réserve de respect de la réglementation en vigueur. L'extension devrait permettre de pérenniser l'activité de l'entreprise, de créer 2 emplois à l'année et de mettre à disposition des équipements plus qualitatifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Zonage Nc (extension)</li> </ul>
<b>L13 : Mme GUILLLOTIN M et consorts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Classement des parcelles BM 172 et 175 en zone constructible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constructibilité parcelle</li> </ul>

## Questions du commissaire enquêteur

- 1 - Dans le document intitulé « proposition de la commune en réponse aux remarques formulées par les PPA » qui vous avez annexé au dossier d'enquête publique, vous faites part d'une modification de zonage que vous entendez faire au Sud de l'étang de Pen Mur à savoir le remplacement du zonage NI par un zonage Nds. Sur l'extrait de plan montrant la modification envisagée pour prendre en compte l'avis de l'Etat, je constate que les deux emplacements réservés n°5 et n°6 (voies de liaisons douces) n'apparaissent plus. Dois-je comprendre que vous envisagez de supprimer ces deux emplacements réservés ?
- 2 - Le changement de destination est-il autorisé en zone Ad (zone complémentaire du périmètre de protection rapprochée de la prise d'eau de l'étang de Pen Mur).
- 3 - En zone NI, les terrains de camping sont-ils autorisés ? (incohérence entre l'article N1 et l'article N2).
- 4 - Pourquoi la limite de l'OAP « Plateau d'Inzal » n'intègre pas la totalité de la zone 1AUa définie au règlement graphique ?
- 5 - Le plan de l'OAP Bourg Pol laisse apparaître une zone humide à l'Ouest de la zone la plus au Nord or au document graphique la zone humide est classée en zone U. Quand est-il exactement ?
- 6 - L'OAP « La Lande Bol » intègre une parcelle classée Azh au plan de zonage ?
- 7 - A Penesclus Nord, des fonds de jardins concernés par le risque de submersion marine sont classés en zone U. Le maintien en zone U est-il opportun d'autant que dans le zonage eaux pluviales, le ruissellement des eaux pluviales se fait sur ces fonds de jardins ?